Bouches-du-Rhône : ouverture des premiers chantiers de la sécurité d'emploi ou de formation

Gaëtan Fernandez

La proposition d'une sécurité d'emploi ou de formation fait l'objet dans les Bouches-du-Rhône d'une campagne et d'expérimentations militantes à partir des situations de salariés confrontés à des restructurations et des fermetures de sites ou de celles de chômeurs en lutte pour leur retour dans l'emploi.

Pour cela, un collectif a vu le jour dans la direction départementale du PCF. Il s'agit de faire de la sécurité d'emploi de formation un objectif social et une démarche.

En septembre 2003, sous l'impulsion de ce collectif, une initiative départementale dans les quartiers, localités, bassins d'emploi et entreprises a été lancée : La caravane départementale pour l'emploi.

Celle-ci a permis d'aborder de nombreux thèmes tels que : la sécurité sociale, les salaires, les conditions de travail et son organisation, le chômage, la précarité, la formation, les délocalisations, les privatisations, la retraite et bien entendu leur financement et leur contrôle.



Le fil conducteur pour donner une cohérence à ces actions et pour les articuler est la recherche d'un progrès de la sécurité d'emploi et de sa qualification par la formation. Ainsi par exemple, sécuriser l'emploi est la condition pour maintenir et développer la retraite par répartition, tandis que le développement de l'emploi qualifié, créateur de richesses, permet d'accroître les salaires et d'empêcher aussi de se « placer » sur des productions à bas coûts salariaux, et donc en concurrence directe avec les pays y recourant massivement.

Nous avons commencé à populariser cette proposition avec tracts, pétitions, badges, calicots, peintures, bus, musique, presse, rassemblements sur les places de marché, devant les entreprises...

Cette caravane a permis, par exemple, de reprendre pied dans certaines entreprises, dans des sites comme celui de l'étang de Berre ou du bassin de Fos sur mer, d'Aix les Milles et notamment dans la vallée de l'Huveaune, « Marseille 11e arrondissement », déjà fortement touchés par la casse industrielle et par le chômage.

Nombre de grandes usines et industries partent en laissant des familles entières sans ressource, dans la précarité et la pauvreté. Les militants de ces entreprises (parfois même touchés par cette dure réalité) avaient quelque peu abandonné l'activité sur les lieux de travail.

La caravane pour l'emploi leur a donné l'occasion de cibler des entreprises, comme l'usine Nestlé connue par les Marseillaises et les Marseillais tant l'odeur du chocolat et du café embaument les alentours.

Les nouveaux liens tissés avec les salariés ont permis, face à la décision de la direction de Nestlé de fermer le site, de créer, avec les organisations syndicales (CGT-CGC), les salariés et les associations du quartier, les partis politiques, un front du refus avec la création d'un collectif de défense regroupant une trentaine d'organisations.

Des initiatives sont élaborées avec tous les acteurs de ce mouvement. Cela a permis d'imposer certains reculs et de mettre sur table avec le représentant de l'Etat et les élus des

propositions alternatives pour le maintien de l'usine sur le site, sa modernisation et son développement.

Une journée d'action s'est tenue le samedi 16 octobre avec 1500 personnes faisant une chaîne humaine autour de l'entreprise symbolisant notre décision commune de mettre cette entreprise sous la protection des citoyens ainsi qu'un forum de 500 personnes qui ont débattu sur des solutions alternatives.

Le collectif départemental a également proposé que la journée du 16 octobre chez Nestlé soit le départ de la caravane N° 2 qu'il nous reste aujourd'hui à préparer. Notre ambition est de travailler concrètement avec les entreprises qui ont décidé des suppressions d'emplois et des cessations d'activité.

D'un front du refus, nous sommes aujourd'hui dans le débat sur la perspective.

Cela non seulement avec les « Nestlé », mais également partout où les salariés sont confrontés aux délocalisations, plans sociaux et cessations d'activité.

La région PACA est frontalement touchée par les questions d'emploi : Total, BP Chimie, Naphtachimie, Atofina, Arcelor, Ascometal, Nestlé, Lustucru, Pioule, Silk Epil, Diebold, la filière maritime, SNCM et la réparation navale etc.

Nous sommes face à une onde de choc contre le tissu industriel de notre région et ses emplois.

Une rencontre avec les associations d'Arles a mis en place un collectif pour la défense de l'usine Lustucru dont la maison mère veut fermer le site camarguais en prétextant les difficultés engendrées par les inondations dans l'entreprise, mais dont la véritable raison est une volonté de délocaliser là où le coût du travail est le plus faible.

Le collectif fédéral a aussi été dans la dernière période contacté par des chômeurs communistes. Ils ont souhaité travailler sur la proposition de sécurité d'emploi de formation. Du coup, il existe maintenant un collectif des privés d'emploi au sein même du collectif emploi. Il est encore à l'état embryonnaire, mais commence à aller au-devant des chômeurs, prend des contacts, confronte et débat.

Sur quelles difficultés buttons-nous ?

En premier lieu, les difficultés liées au contexte politique : nous nous heurtons au sentiment de fatalité et à une difficulté liée à la prise en compte insuffisante, par les intéressés, du niveau des enjeux auquel ils sont confrontés.

Trop souvent les attaques contre l'emploi et les acquis sociaux sont vécues comme des mauvais coups, et seulement comme des mauvais coups, décidés par des directions d'entreprise, mais n'ayant pas de liens entre eux.

Il suffirait donc de mener une lutte très localisée pour essayer de freiner la brutalité de ces décisions. Ce sentiment a été construit depuis des décennies par une impressionnante bataille d'idées qui, dans les entreprises, structure aujourd'hui la pensée du salariat d'autant que, la disparition du politique à l'entreprise n'a pas permis de la contrer, faute de montrer les contradictions entre le discours patronal et ses choix effectifs et de construire des alternatives.

Il s'agit, pour les classes dominantes, de remodeler la société pour renforcer et pérenniser leur domination.

Pour cela la concurrence est introduite sur tous les terrains :

- celui de l'emploi avec toutes les formes de précarité multipliant dans les entreprises les statuts multiples et rendant plus difficile la convergence des luttes,
- celui des processus de travail par l'instauration de rapports marchands entre différents services dans une même entreprise, imposant aux salariés un comportement conforme à leurs critères de gestion,
- celui des rapports sociaux, par l'individualisation des salaires, des carrières instaurant la concurrence et la compétitivité entre les salariés, et cela non seulement sur la performance éventuelle, mais aussi sur la capacité à être un relais de la politique patronale.

Si à ces ingrédients, nous ajoutons qu'une certaine gauche, se réclamant de la défense du monde du travail pour aller au pouvoir, n'a pas conduit ensuite les politiques espérées par celui-ci, nous avons là le parfait cocktail du renoncement et du fatalisme ouvrant la porte à un individualisme de repli sur soi.

Pourtant des potentialités permettant d'inverser cette tendance existent. Elles résident dans les contradictions mêmes qui sont à l'origine de la crise structurelle durable que nous connaissons :

- avec, d'une part, le besoin d'investir dans la formation, la recherche et les qualifications et, de l'autre, l'obsession de rechercher des économies sur le coût du travail,
- avec, d'un côté, les exigences de mobilisation des intelligences, condition d'efficacité des processus de travail et, à l'opposé, le dictat patronal dans la prise de décision et la domination des critères financiers des grands groupes. L'intérêt des actionnaires passe avant toute autre considération telle que la sécurité au travail, la formation et même le développement de l'entreprise, avec, d'un côté, le besoin énorme de partages et de coopération, et de l'autre, le dogme de la concurrence et du marché.

Face à cela, nous cherchons à montrer que les critères de gestion de la rentabilité financière et le soutien public au marché et à la concurrence, au cœur du consensus entre le patronat et les politiques libérales et sociales-libérales aggravent les difficultés des entreprises et conduisent à l'échec.

Il s'agit donc de construire, non seulement une riposte contre les mauvais coups, mais aussi d'engager un débat sur des propositions alternatives pour l'action.

Un tel débat doit critiquer les propositions simplistes, telles que celles de l'interdiction des licenciements qui ne traitent pas les problèmes réels auxquels sont confrontés les salariés et les entreprises (alors que chaque année plus de 1,5 millions de salariés changent d'entreprises ou de poste).

LUSTUCRU, À ARLES, SORT DE L'EAU

Après la dernière inondation du site de Lustucru à Arles (Bouches du Rhône), le groupe Panzani avait décidé de fermer le centre de production et de mettre au chômage les 150 salariés.

Après 8 mois de lutte, le projet de redémarrage de l'entreprise défendue par les salariés est sur le point de voir le jour. On semble s'orienter vers la constitution d'une société coopérative. La phase d'étude est pratiquement terminée et l'intervention citoyenne sera déterminante pour que ce projet se concrétise. Afin de faire connaître aux arlésiens et plus largement à la région la nature de ce projet et les exigences pour sa pérennisation, un « collectif de lutte pour la reprise du site Lustucru » a été créé. Visant aussi à renforcer la viabilité économique et sociale de ce projet, ce collectif est ouvert aux associations, syndicats et citoyens. Le collectif emploi-entreprises de la fédération du PCF est aussi partie-prenante de celui-ci.



Il s'agit d'empêcher effectivement les licenciements et le passage dans le chômage ou la précarité :

Soit en proposant des mesures alternatives à celles des suppressions d'emplois, en réduisant d'autres coûts que ceux des salaires et cotisations sociales utiles à toute la société, ou encore des emplois. Par exemple en s'attaquant aux charges financières, aux coûts du capital, aux gâchis matériels, en élevant les qualifications, en développant de nouveaux projets s'appuyant sur une politique de recherche publique et privée. Ce qui nécessite de commencer à desserrer les contraintes des marchés financiers et des banques avec la mise en place d'un Fonds régional pour l'emploi et de la formation (voir article p. 4)

Soit, lorsque des suppressions d'emplois sont inévitables, en assurant des reclassements maîtrisés par les salariés, garantissant la continuité des revenus et des droits sociaux entre les deux emplois, même dans une période de formation si nécessaire. Ce qui implique un financement mutualisé des entreprises et la création d'institutions nouvelles pour prendre en charge et organiser les périodes transitoires.

Nous voyons bien que pour faire reculer cette fatalité, il est nécessaire d'opposer à la notion de compétitivité et de rentabilité des choix qui répondent aux besoins de développement et d'épanouissement de l'humanité tout entière.

Quels enseignements tirer de notre « caravane pour l'emploi » ?

24 initiatives se sont tenues dans le cadre de la « caravane pour l'emploi ».

Elles étaient des actions volontaristes pour aller au débat sur les questions de l'emploi et avancer l'idée d'un système de sécurité d'emploi de formation. Mais nous avons vu les limites. En effet, individuellement chaque initiative a été un succès. Mais le mouvement d'ensemble que nous recherchions n'a pas encore vu le jour.

Nous avons été confrontés à la difficulté liée au contexte politique et également celle de la complexité des problèmes qui se posent. Les annonces de délocalisation, les casses de l'emploi se multiplient et chaque situation différente demande un traitement singulier.

Dans cette guerre sociale les intéressés attendent « du concret ». C'est-à-dire essentiellement les réponses immédiates aux problèmes immédiats. Il n'est donc pas simple dans ce contexte de travailler la visée d'une transformation de la société.

Ce constat nous a conduit à travailler selon deux axes :

- Le premier est de mener un travail d'information, de révélations, d'explications, de propositions avec des débats, des initiatives, de la présence devant les entreprises pour une bataille idéologique.
- Le second est d'être co-moteur du rassemblement des salariés et des populations confrontés aux difficultés. C'est le travail fait par les communistes de la Vallée de l'Huveaune pour Nestlé avec aujourd'hui la volonté d'aller vers une conférence sur l'emploi à Marseille. C'est le travail fait par les communistes arlésiens pour Lustucru. C'est le travail qui reste à concrétiser sur la filière de la chimie, la métallurgie, le Port, etc.

La caravane pour l'emploi N°2 que nous proposons cette année s'efforcera d'avoir cet objectif. ■

PLAN RÉGIONAL POUR L'EMPLOI DE LA RÉGION PACA

Intervention de Bernard Barbagelata, conseiller régional communiste et partenaire

« ... placer sous surveillance citoyenne, toutes les entreprises menacées par les délocalisations ou les restructurations… *Cela passe pour les élus régionaux que nous sommes par le soutien à l'exigence de moratoires suspensifs, que peuvent décider les préfets, pour examiner, avec des cellules de crise, lors de tables rondes, en y incluant les salariés, leurs syndicats et les élus, la situation et voir si des possibilités alternatives existent pour répondre à la pression concurrentielle par la baisse d'autres coûts que les coûts salariaux et avec de nouveaux financements.*

La mise en place de la **Commission régionale d'évaluation et de contrôle de l'utilisation des aides publiques octroyées aux entreprises** nous apparaît comme une avancée appréciable…

Développer et créer l'emploi, cela passe par l'introduction du critère : « emplois crées » dans chacune des mesures. *Nous sommes particulièrement attachés aussi aux incitations en ce qui concerne l'égalité homme femme, la non discrimination à l'embauche, la formation des salariés, et l'accueil en stage et en recrutement des publics prioritaires et des personnes en parcours d'insertion…*

Le développement et la création d'emplois passent aussi par la question du financement des dispositifs.

A cette question ouverte à l'évolution dans le plan en discussion, les élus communistes et partenaires de cette assemblée proposent la création d'un **Fonds régional d'investissement et de développement pour l'emploi et la formation** afin d'encourager les entreprises concernées à sécuriser les emplois et les formations en se modernisant, au lieu de déstructurer et de délocaliser. *Ce Fonds prendra en charge une partie des intérêts versés aux banques par les entreprises pour leur crédit à l'investissement. Cette prise en charge bonifiée sera d'autant plus importante que l'entreprise concernée s'engagerait à maintenir ou créer des emplois et à former ses personnels. Ce Fonds pourrait être immédiatement amorcé par le redéploiement, à cet effet, d'une partie des crédits d'action et de développement économique du budget du Conseil régional*.

Je soulignerais, la mise en application affirmée du principe de démocratie participative, pour l'enrichissement et l'évolution en permanence, de ce cadre ouvert qu'est le plan régional pour l'emploi, comme pour le suivi de son évaluation.

Nous partageons l'idée qu'une Conférence régionale, pour l'emploi, le développement économique, l'économie sociale et solidaire et la formation professionnelle, déclinable sur les territoires constitutifs de notre action, marquera un moment fort de la politique de la Région... »